

(PAR AUTORITE.)

ORDRES GENERAUX DE MILICE.

QUARTIERS-GENERAUX, à la Nouvelle-Orléans, 6 Avril 1814.

Par une lettre de l'honorable secrétaire de la guerre, datée du 4 du mois dernier, le gouverneur de la Louisiane a reçu, du Président des Etats-Unis, l'ordre d'organiser et de tenir prêt à entrer en activité un corps de milice de mille hommes d'infanterie, contingent assigné à cet Etat, sur une requisition de 93,500 hommes, exigée des différents Etats, en vertu des lois du 28 rév. 1795 et du 18 Avril 1814. Le gouverneur et commandant en chef ordonne en conséquence qu'un régiment complet de mille hommes, composé d'un premier et d'un second bataillon, soit organisé et équipé pour le service, sous le moindre délai possible. La première division de milice fournira quatre compagnies consistant chacune, en un capitaine, un premier lieutenant, deux seconds lieutenants, quatre sergents, quatre caporaux, un tambour, un fifre et quatre vingt dix fusiliers. La répartition sera faite parmi les différentes brigades ou régiments attachés à la première division, par le major-général commandant ladite division, lequel donnera ses ordres pour que ladite force soit organisée d'ici au 4 de Septembre prochain, et que des états en forme soient adressés à l'adjudant-général.

La seconde division de milice fournira six compagnies consistant comme il est dit ci-dessus, en un capitaine, un premier lieutenant, deux seconds lieutenants, quatre sergents, quatre caporaux, un tambour, un fifre et quatre vingt dix fusiliers. La répartition sera faite parmi les brigades ou régiments attachés à la seconde division par le major-général commandant ladite division, lequel donnera ses ordres pour que ladite force soit complètement organisée d'ici au 15 de Septembre prochain, et que des états en forme soient adressés à l'adjudant-général.

Dans tous les cas les compagnies de volontaires habillés, ayant la force prescrite, seront préférées, et l'offre de leurs services sera promptement acceptée. En fixant le contingent de la première et de la seconde division, le commandant en chef a eu égard, comme il devait le faire, à la situation des lieux, ainsi qu'à la quantité et au genre de la population. Les majors-généraux auront égard aux mêmes considérations en fixant le contingent des diverses brigades ou régiments. Les états envoyés à l'adjudant-général

devront contenir le nom des officiers, des sous officiers et des soldats, et particulièrement détailler le nombre et l'état des armes, afin qu'on puisse pourvoir à ce qui manque. Tout sous-officier et soldat devra se munir d'un havresac et d'une couverture. Le colonel commandant le régiment ainsi que les chirurgiens seront nommés par le commandant en chef, le major du premier bataillon sera choisi par le major-général de la seconde division, le major du second bataillon le sera par le major-général de la première division. Le payeur, l'adjudant et le quartier-maître du régiment seront choisis par le colonel commandant.

Le corps ainsi organisé et tenu prêt à entrer en activité, sera, d'après les ordres ultérieurs du Président, ou sur la requisition d'un officier agissant sous son autorité, enrôlé au service des Etats-Unis pour un laps de temps qui n'excèdera pas six mois, à dater du jour de leur arrivée au lieu du rendez-vous, à moins qu'il ne soit licencié plutôt. Le point de rendez-vous du détachement fourni par la première division, sera la ville de la Nouvelle-Orléans, et pour le détachement fourni par la seconde division, la ville de Bâton-Rouge.

«La paix qui vient d'avoir lieu en Europe (dit le secrétaire de la guerre) laisse à l'ennemi un grand nombre de forces navales et militaires disponibles, et lui fournit les moyens de donner à la guerre d'Amérique une plus grande activité et une plus grande étendue.

«Ignorant au juste si l'ennemi s'attachera à ce but et bien plus encore si quelque point particulier deviendra l'objet de ses attaques, le Président a jugé à propos comme mesure de précaution de nous fortifier sur les bords de l'Océan Atlantique.» Le commandant en chef ajoutera à ces sages réflexions qu'il compte fermement que la Louisiane participera volontiers avec les autres Etats de l'Union aux peines et aux dangers que la sûreté de notre pays commun pourra exiger.

Le desir manifesté par les Etats-Unis de remettre l'épée dans le fourreau à des conditions également honorables pour les deux parties, peut à la vérité être accueilli, avec les mêmes dispositions par l'ennemi. Il n'est pas aisé de penser qu'une nation puisse oublier ce qu'elle se doit à elle-même, au point d'être toujours sourde à la voix de la justice. Mais que l'espoir de la paix ne nous induise pas à laisser notre pays sans défense et sans protection. Si l'on doit en croire les der-

nières nouvelles d'Europe, l'ennemi est déterminé à poursuivre la guerre avec la plus grande vigueur. On ajoute que cette partie de l'Union va être attaquée, «avec le dessein de l'enlever aux Etats-Unis et de la rendre à l'Espagne.» Un projet aussi chimérique est peu conforme à la réputation de sagesse à laquelle aspire le gouvernement Anglais, et il n'est pas croyable qu'il l'ait sérieusement conçu. Il n'est pas étrange cependant qu'une telle rumeur, quelque vague qu'elle soit, ait causé de l'inquiétude. Mais s'il existe des individus assez abusés pour croire l'accomplissement de ce projet possible, il est bon de les mettre en garde contre cette illusion, afin qu'ils n'en abusent pas d'autres. Les principes du gouvernement Américain, d'accord avec son intérêt et son honneur, ne lui permettent pas d'abandonner un pouce du territoire des Etats-Unis. Tant que couleront les fleuves de l'Ouest, aucune puissance étrangère ne saurait détacher la Louisiane des Etats-Unis ni la garder. Elle peut être momentanément envahie par l'ennemi; mais à moins que quelque convulsion de la nature n'aneantisse cette race d'hommes intrépides qui habitent la vaste étendue de pays arrosée par les courans tributaires du Mississippi soit éteinte, la destinée politique de la Louisiane, ne saurait éprouver de changement. Ses liaisons, son intérêt, son gouvernement resteront Américains. Nous ne comptons cependant point entièrement sur nos frères de l'Ouest et du Nord, pour assurer notre repos. Nous serons fidèles à nos devoirs. Le commandant en chef profite de cette occasion pour inviter les officiers de tout l'Etat, et particulièrement les colonels de régiments et commandans de corps séparés, à être fidèles et actifs dans l'exécution de leurs devoirs respectifs. Il ordonne que les différentes revues de régiments, de bataillons et de compagnies ordonnées par la loi, ait lieu régulièrement, et qu'on ne néglige aucun effort pour introduire l'ordre et la discipline parmi les troupes. Si la guerre continue nous ne pouvons espérer d'être exempts de ces calamités.

En cas d'invasion toute la milice sera appelée à faire face à l'ennemi, si nos foyers sont menacés. Que l'union, le zèle et la confiance mutuelle échauffent tous les cœurs et donnent de la vigueur à tous les bras.

Par ordre de Son Excellence William C. C. Claiborne, gouverneur et commandant en chef.

A. LA NEUVILLE,
Adjudant-général.